Bibliothèque anarchiste

Le Droit social
Le gouvernement de l’hypocrisie
9 avril 1882

extrait le 11 novembre 2026 d’*Archives autonomies*, tiré du n°9 du *Droit social*
Le Droit social, publié à Lyon de février à juillet 1882, est le deuxième journal anarchiste de l’histoire de France.

bibliotheque-anarchiste.com

Le gouvernement de l’hypocrisie

Le Droit social

9 avril 1882

Si tous les gouvernements n'avaient déjà mérité ce titre, nous pourrions le décerner avec toute la solennité qu'il comporte à celui de M. de Freycinet qui le mérite plus que tout autre.

Je ne croyais pas que jusqu'ici les actes de ces « excellences » aient été autre chose que des actes de haute hypocrisie ou de bas jésuitisme. On s'affirme libéral, on fait de l'arbitraire ; on casse aux gages le souteneur de Tunis, aussitôt après on le nomme aux États-Unis ; le chassepot sur la gorge, on contraint les mineurs à reprendre la chaîne du forçat, puis on déclare que c'est pour protéger la liberté du travail. On expulse Lavroff en soutenant que c'est bien à contre-cœur et on rejette sur un autre la responsabilité. Aussi, affirme-t-on, on va de suite, pour n'être pas réduit désormais à appliquer une loi détestable, faire une loi nouvelle toute de liberté.

L'ancienne disait : « Le ministre a le droit absolu de chasser de France tout étranger. » La nouvelle dira : « De chasser tout étranger de France, a le droit absolu, le ministre. »

Et Ferry qui prétend avoir chassé les disciples de Loyola !… — Avait-on tant tort de dire que M. de Freycinet au pouvoir c'était le retour des Jésuites ?

Nous sommes à une époque où l'expérience a suffisamment démontré, à toute personne de sens, que le gouvernementalisme est une école de profonde scélératesse. Aujourd'hui, c'est pour celui qui écrit ces lignes, une conviction ayant une force et une évidence égales à celles qui s'imposent dans la science des nombres. Je considère donc comme un devoir de signaler à la haine et à la vindicte publique la trame toujours égale de nos dirigeants.

En mon âme et conscience, je ne crois pas qu'un seul ait été honnête homme. Je dis UN SEUL ! — Tous gredins, tous scélérats, tous sans conscience, sans scrupules, sans cœur et sans loyauté, tous traficants de la politique, avec des âmes flétries et des consciences tarées, tous arrivés par enivrement du pouvoir, à ne plus reculer devant rien, devant aucune action criminelle. Je dis : À ne plus reculer devant rien ! J'en excepte deux choses cependant : l'orgueil

et la routine. — J'ai dit aussi : pas un ! Pourquoi, pas un, dira-t-on ? Parceque le gouvernement est l'ennemi naturel et obligatoire du peuple qu'il exploite.

Qui dit gouvernement, dit ennemi du peuple, dit force, ruse, mensonge, contre faiblesse, ignorance, droit, vérité !

Des exemples ?.. regardez, écoutez, en voici partout, d'aujourd'hui, d'hier et de toujours.

Je cite le plus récent : la nomination d'Andrieux. Ne sait-on pas ce qu'elle signifie et pourquoi elle se produit ? C'est bien simple !

Qu'est-ce qui peut le plus gêner le banditisme des gouvernants ? Évidemment les personnalités qui les combattent et possèdent le plus de force, d'autorité et d'influence, c'est-à-dire les hommes ayant la confiance du peuple et que le peuple désigne comme ses chefs ou qu'il nomme ses mandataires. Or, dans sa moralité ordinaire, que fait le gouvernement ? Il met en pratique ce système où la corruption le dispute à l'infamie. « Plus l'homme politique trahira ses convictions et ses partisans, plus il foulera aux pieds ses principes, plus il en sera récompensé par le gouvernement au profit duquel il aura trahi. »

C'est là un fait indéniable, écrasant d'évidence.

« Plus sera grand le service que tu me rends, plus grande sera la récompense. » Voilà son principe et sa morale. Si bien que toutes les consciences droites et convaincues qui se peuvent compter dans les partis de la république, de l'empire ou de la royauté se trouvent conséquemment mises à l'index gouvernemental et exposées à sa toute puissante et malhonnête partialité.

Après le révolutionnaire Andrieux, voyez les bonapartistes Galliffet et Miribel, l'orléaniste Weiss, le socialiste Madier de Montjau, nommé questeur avec 14,000 fr. d'honoraires, le communard Quentin, avec 40,000 francs d'appointements, le conventionnel Floquet, le radical Gent, nommé gouverneur, l'exécuteur Challemel-Lacour, etc., etc. Mais de tous, Andrieux ayant été le plus malhonnête, le plus ignoble et le plus abject, c'est conséquemment celui qui se trouve le mieux payé.

Préfet hier, aujourd'hui ambassadeur. Et remarquez bien que la cuvette de la rue Duphot ne fait rien à la chose, mais comment donc, la belle affaire ! Au contraire, c'est précisément dans cette cuvette là que le gouvernement s'en lavera les mains.

Ah ! peuple, si jamais tu châties tout ce beau monde là, que ce soit d'une manière efficace et qui ne laisse pas après elle la nécessité de recommencer bientôt l'ouvrage !